

Mise à jour économique : Ottawa ne comprend pas le mot « URGENCE »

Québec, le 21 novembre 2023 – Yves-François Blanchet, chef du Bloc Québécois, et les deux députées du Bloc Québécois de la région de la Capitale-Nationale, ont déploré un énoncé économique qui ignore les urgences auxquelles font face les Québécois, tout en ignorant chacune des demandes portées par le Bloc Québécois et exprimées par les milieux touchés.

« Justin Trudeau confond la rigueur budgétaire et l'inaction face aux urgences. Les libéraux ne proposent aucune mesure structurante face à la crise du logement et à la hausse fulgurante de l'itinérance. Ils demeurent intransigeants envers les PME qui ne pourront pas rembourser les prêts du compte d'urgence, quitte à risquer une vague de faillites. Ils ne freinent pas l'hécatombe dans nos salles de nouvelles et nos médias. Ils n'offrent aucun répit face au coût de la vie, notamment pour les aînés. Ils confirment l'octroi des subventions aux énergies fossiles prévues au dernier budget plutôt que de redéployer les sommes. Le Bloc Québécois évaluera les maigres nouvelles annoncées à leur mérite, mais dénonce un énoncé déconnecté des besoins urgents des Québécois », a annoncé M. Blanchet.

Crise du logement

Le Bloc Québécois avait porté l'idée d'un fonds d'acquisition pour les organismes sans but lucratif ainsi qu'un programme de prêts sans intérêts ou à très faible taux, afin de stimuler la construction de logements locatifs sociaux abordables. Le parti demandait également un fonds d'urgence pour épauler les municipalités face à une hausse de l'itinérance. « Les libéraux proposent bien quelques nouvelles mesures qui ne sont pas à la hauteur des urgences, mais en plus, aucune d'entre elles n'entre en vigueur avant 2025-2026. Ils continuent aussi d'ignorer l'ampleur de la crise du logement, autant que les besoins accrus, dramatiques même, en itinérance à l'approche de l'hiver », a dénoncé Mme Vignola.

Nos entreprises en péril

Le Bloc Québécois demandait un répit d'un an et davantage de flexibilité de remboursement, sans perte de subvention, pour les PME qui ont eu recours au compte d'urgence durant la pandémie. Pour faire face à la crise qui menace les médias, le parti demande aussi au gouvernement Trudeau un fonds d'urgence de 50 M\$ avant même de lancer des états généraux. « Nous continuerons de porter la voix des entrepreneurs de chez nous qui avertissent que l'intransigeance d'Ottawa en poussera des milliers vers la faillite dès 2024. Nous n'abandonnerons pas non plus le combat pour la survie de l'information tant locale que régionale, et même nationale », a déclaré Mme Desbiens.

Des occasions manquées

Le Bloc Québécois exigeait que la hausse de pension de vieillesse des aînés de 75 ans et plus soit appliquée dès 65 ans. Il réclamait aussi la fin de toute subvention directe ou indirecte à l'industrie pétrolière et la redirection des sommes vers la lutte aux changements climatiques. « Au moins, Ottawa n'offre pas davantage d'argent des contribuables aux pétrolières, qui n'ont pas besoin d'aide. Mais les libéraux confirment qu'ils vont de l'avant avec les sommes déjà annoncées dans leur quête futile pour rendre le pétrole vert. Si seulement Justin Trudeau était aussi attentif aux besoins des aînés qu'à ceux des pétrolières... », a dénoncé Mme Vignola.

« Une mise à jour économique, ça sert à faire le portrait de l'évolution de la situation économique depuis le budget et annoncer des solutions aux urgences connues. Cet énoncé n'aborde pas les nombreux changements et ne règle rien. Il s'agit donc d'un exercice raté, au point où on se demande pourquoi le gouvernement Trudeau a procédé à cet énoncé. Grâce aux libéraux, ça ira plus mal avant d'aller mieux », a conclu Mme Desbiens.

-30-

Source :

David Rompré
Directeur de bureau
Julie Vignola, députée
Beauport-Limoilou
418 717-5462

Sébastien Aubry
Attaché de presse
Caroline Desbiens, députée
Beauport-Côte-de-Beaupré-Île d'Orléans-Charlevoix
581 307-8209